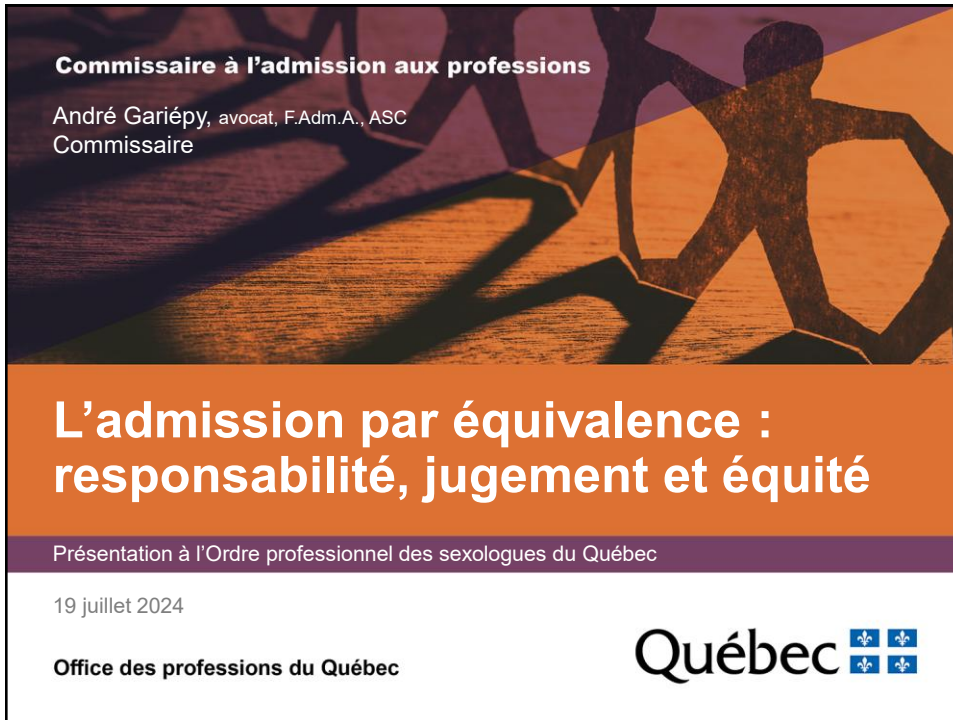




Commissaire à l'admission aux professions

André Gariépy, avocat, F.Adm.A., ASC
Commissaire

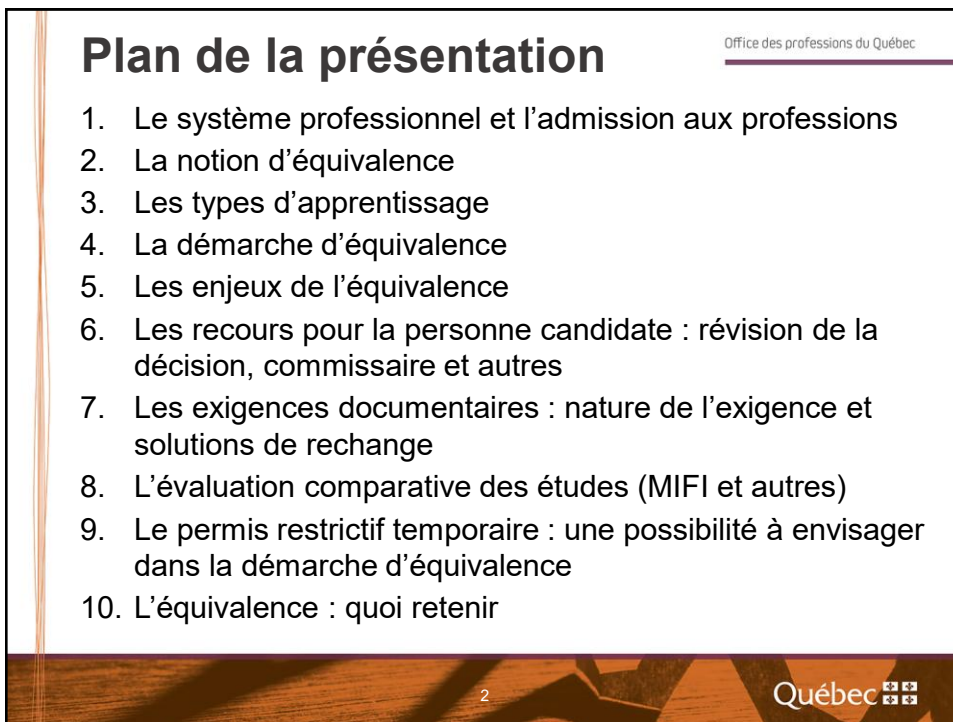
L'admission par équivalence : responsabilité, jugement et équité

Présentation à l'Ordre professionnel des sexologues du Québec

19 juillet 2024

Office des professions du Québec

Québec 



Plan de la présentation

Office des professions du Québec

1. Le système professionnel et l'admission aux professions
2. La notion d'équivalence
3. Les types d'apprentissage
4. La démarche d'équivalence
5. Les enjeux de l'équivalence
6. Les recours pour la personne candidate : révision de la décision, commissaire et autres
7. Les exigences documentaires : nature de l'exigence et solutions de rechange
8. L'évaluation comparative des études (MIFI et autres)
9. Le permis restrictif temporaire : une possibilité à envisager dans la démarche d'équivalence
10. L'équivalence : quoi retenir

2

Québec 

Note préliminaire

Office des professions du Québec

Le point de vue exprimé dans ces fiches de présentation est celui du commissaire, dans l'exercice indépendant de ses fonctions prévu à la loi.

Il ne représente pas la position de l'Office des professions ou du gouvernement du Québec.

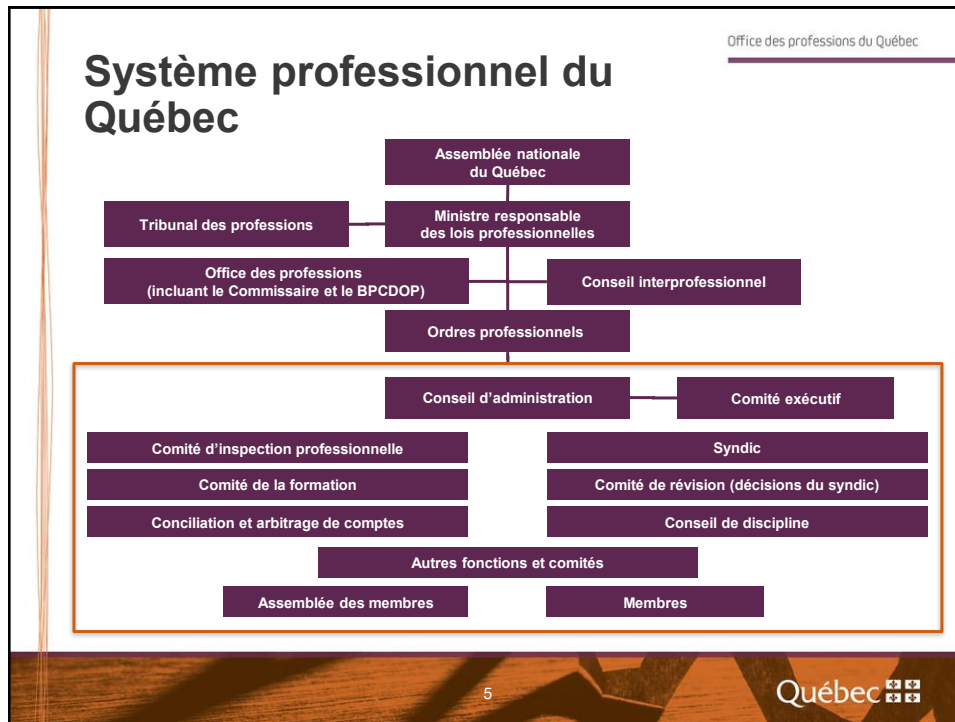
3

Québec 

1

**Le système professionnel et
l'admission aux professions**

Québec 



Protection du public

Office des professions du Québec

- Prévenir au mieux les risques associés aux activités d'une profession.
 - Moyen : regard sur la compétence et l'intégrité tout au long de la vie professionnelle.
 - Avant l'exercice.
 - Admission.
 - Pendant l'exercice
 - Inspection, formation continue, discipline.

Note : pas de risque zéro, une gestion du risque.

6

Québec

Protection du public

- Interventions possibles en cas de problème.
 - Correction des lacunes.
 - Suspension ou limitation d'exercice.
 - Radiation et révocation de permis.
 - Réparation des préjudices subis.
 - Responsabilité professionnelle.
 - Recours civil.
 - Assurance responsabilité professionnelle pour garantir la compensation des dommages.
 - Indemnisation (pour certaines professions)
 - Sommes détenues appropriées illégalement.

7

Québec

Concepts

- Conditions de délivrance du permis.
 - Des normes de compétence.
 - Protection du public en contexte québécois.
 - Référentiel de formation.
 - Référentiel de compétences en complément.
 - Des modalités possibles pour y satisfaire.
 - Diplômes reconnus ou agréés.
 - Stages.
 - Examens.

Note: une approche traditionnelle et formaliste pour acquérir et attester la compétence.

8

Québec

Concepts

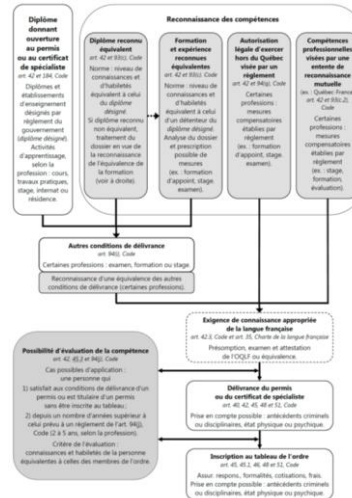
- Reconnaissance des compétences ou des qualifications (équivalence de diplôme et de formation).
 - Équivalence de diplôme.
 - Le diplôme et non la personne candidate.
 - Contenu, durée, niveau, pertinence, qualité.
 - Équivalence de formation. (obligatoire depuis 1994)
 - Les acquis de la personne candidate.
 - Formation et expérience de travail.
 - Possibilité de formation d'appoint, de stage et d'examen.

Concepts

- Reconnaissance des compétences ou des qualifications (parcours ou analyse facilités).
 - Mécanisme « permis-sur-permis ».
 - Mobilité canadienne (ALEC).
 - Arrangement de reconnaissance mutuelle (Québec-France, Québec-Suisse, Canada-Europe).
 - Autres (ex. : CPA-Bermudes).
 - Facilitation de la reconnaissance.
 - Entente de reconnaissance mutuelle (ex. CPA-Qc et experts-comptables de la Tunisie).
 - Agrément de diplômes (« *accreditation* »).
 - Autres.

Parcours d'admission aux professions

Office des professions du Québec

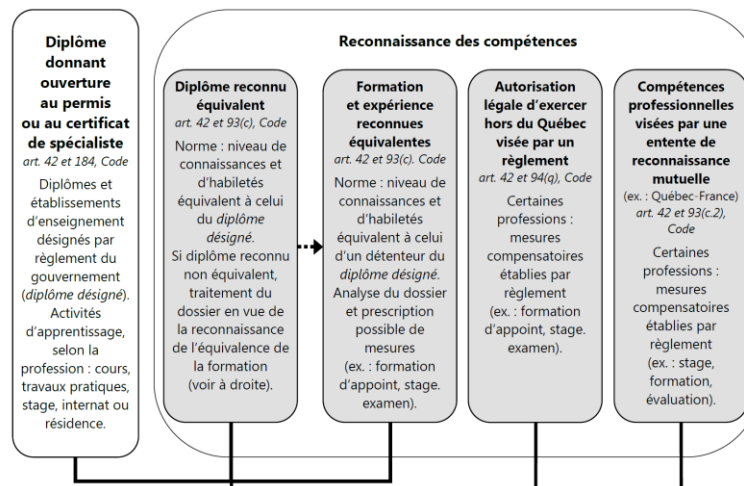


11

Québec

Parcours d'admission aux professions (suite)

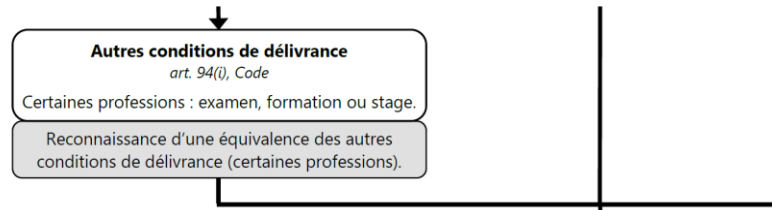
Office des professions du Québec



12

Québec

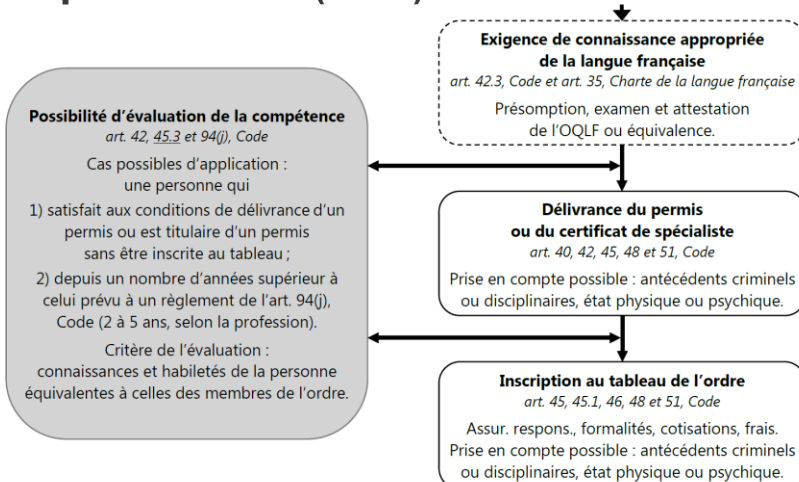
Parcours d'admission aux professions (suite)



13

Québec

Parcours d'admission aux professions (suite)



14

Québec

Obligations (principes) en matière d'admission

(art. 62.01, par. 7, *Code des professions*)

- Les ordres professionnels doivent s'assurer :
 - « de l'équité, l'objectivité, l'impartialité, la transparence, l'efficacité et la célérité des processus relatifs à l'admission » ; et
 - « que ces processus facilitent l'admission à une profession, notamment pour les personnes formées hors du Québec ».

Principes en matière d'admission (loi, instruments internationaux et bonnes pratiques)

- | | |
|--|-------------------------|
| • Égalité | • Efficacité |
| • Équité (processus, fond et relation) | • Célérité |
| • Objectivité | • Efficience |
| • Transparence | • Caractère raisonnable |
| • Ouverture | • Responsabilité |
| • Cohérence (interne et externe) | • Amélioration continue |

2

La notion d'équivalence

Québec 

La notion d'équivalence

Office des professions du Québec

- Équivalence dans le système professionnel québécois.
 - Art. 1, [Règlement sur les normes d'équivalence de diplôme et de formation aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec](#), chapitre C-26, r. 222.2.0001, 2023.

« a acquis des compétences équivalentes à celles du titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis »

*Notes : raccord avec le diplôme qui donne ouverture au permis.
Dans plusieurs règlements d'équivalence anciens, on utilise aussi les mots « connaissances et habiletés ».*

Québec 

La notion d'équivalence

- Équivalence/différences « substantielles ».
 - [Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur](#) UNESCO, 2019.

(Section I. Définition des termes, Article 1)

« **Différences substantielles** : disparités entre la qualification étrangère et la qualification de l'État Partie si importantes qu'elles empêcheraient très probablement le candidat de réussir dans l'activité souhaitée, telle que la poursuite d'études, des travaux de recherche ou des opportunités d'emploi. »

La notion d'équivalence

- Équivalence « globale »/différences « substantielles ».
 - *Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne*, 2017.
(chapitre 11 et [Annexe 11-A - Lignes directrices](#))
 - Équivalence globale.
 - Aucune différence substantielle quant à la portée du droit d'exercer ou aux qualifications requises pour exercer une profession réglementée.
 - Différences substantielles quant à la portée des qualifications.
 - Différences importantes dans les connaissances essentielles.
 - Différences importantes dans la durée et le contenu de la formation.

La notion d'équivalence

Office des professions du Québec

- Comparabilité
 - [Recension des bonnes pratiques en matière de reconnaissance d'une équivalence de diplôme et de formation acquis hors du Québec](#), CIQ, 2006

« *Comparable* ne veut pas dire *identique*.

L'équivalence n'est pas incompatible avec le constat de différences entre des diplômes pouvant s'exprimer, par exemple, dans l'approche éducative, la structure, le cheminement pédagogique, voire la durée et la fréquence de certaines activités. En effet, plusieurs compétences peuvent être acquises par de multiples combinaisons de formation et d'expérience. L'important est que ces combinaisons s'équivalent quant à leurs résultats, c'est-à-dire en ce qui a trait aux compétences acquises par l'individu. »

21

Québec

La notion d'équivalence

Office des professions du Québec

- Équivalence « substantielle ».
 - [Recension des bonnes pratiques en matière de reconnaissance d'une équivalence de diplôme et de formation acquis hors du Québec](#), CIQ, 2006

« L'équivalence recherchée en est une *substantielle*, au sens où elle permet d'affirmer avec une confiance raisonnable que le candidat possède les compétences requises pour exercer la profession au niveau d'entrée dans celle-ci et dans la perspective de prévention des préjudices associés à la pratique. »

22

Québec

3

Les types d'apprentissage

Québec 

Prise en compte

Office des professions du Québec

- L'équité appelle à prendre en compte tous les types d'apprentissage (instruments internationaux et bonnes pratiques).
 - La compétence est un attribut de la personne et doit être reconnue. Un droit individuel en émergence.
 - Certains types d'apprentissage peuvent présenter des défis plus grands en termes de documentation, d'analyse, de pertinence et de comparaison au regard d'une norme professionnelle.

Québec 

Apprentissage formel

Office des professions du Québec

- [*Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur*](#) UNESCO, 2019.

(Section I. Définition des termes, Article 1)

« **Apprentissage formel** : apprentissage dérivant d'activités menées dans un cadre d'apprentissage structuré, débouchant sur une qualification formelle, et fourni par un établissement d'enseignement autorisé par les autorités compétentes d'un État Partie à dispenser cet apprentissage. »

25

Québec

Apprentissage non formel

Office des professions du Québec

- [*Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur*](#) UNESCO, 2019.

(Section I. Définition des termes, Article 1)

« **Apprentissage non formel** : apprentissage réalisé dans un cadre d'enseignement ou d'apprentissage mettant l'accent sur la vie professionnelle et n'appartenant pas au système d'éducation formelle. »

26

Québec

Apprentissage informel

Office des professions du Québec

- [*Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur*](#) UNESCO, 2019.

(Section I. Définition des termes, Article 1)

« **Apprentissage informel** : apprentissage ayant lieu en dehors du système d'éducation formel et résultant des activités de la vie courante en lien avec le travail, la famille, la communauté locale ou les loisirs.

27

Québec

Apprentissage tout au long de la vie

Office des professions du Québec

- [*Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur*](#) UNESCO, 2019.

(Section I. Définition des termes, Article 1)

« **Apprentissage tout au long de la vie** : processus qui se réfère à toutes les activités d'apprentissage, formelles, non formelles ou informelles, qui se déroulent pendant toute la durée de vie d'un individu et dont l'objet est d'améliorer et de développer les capacités humaines, les connaissances, les aptitudes, les attitudes et les compétences.

28

Québec

4

La démarche d'équivalence

Québec 

Équivalence : plusieurs regards possibles en vue de la décision

Office des professions du Québec

- Équivalence de diplôme.
 - Plus évident et potentiellement plus facile face à une norme professionnelle énoncée en apprentissages plutôt formels.
- et/ou**
- Équivalence de formation.
 - Fait intervenir plusieurs types et modalités d'apprentissage.
 - Plus de zones grises et d'ambiguïté, mais amène une plus grande équité.

Québec 

Équivalence de diplôme

Office des professions du Québec

- Diplôme hors du Québec seulement.
- Le diplôme principal et pertinent détenu par la personne et non les acquis de celle-ci.
- Essentiellement une approche de comparaison des éléments avec les normes d'équivalence.
 - Normes : exigences reflétant les éléments essentiels contenus au diplôme qui donne ouverture au permis.
 - Contenu, durée, niveau, pertinence, qualité.
 - Crédits, heures, sujets.
 - Types d'apprentissage : cours, stages, travaux personnels.

31

Québec

Équivalence de diplôme

Office des professions du Québec

- Décision
 - Diplôme reconnu équivalent ou non.
- Si non équivalent, on bascule en équivalence de formation.
 - Voir si on peut combler les lacunes du diplôme par les autres éléments du profil de la personne candidate.
- Possible désuétude des apprentissages :
 - Diplôme pourrait être reconnu équivalent, mais possible désuétude des apprentissages par rapport à ceux enseignés aujourd'hui (si + de 5 ans, art. 3 du Règlement d'équivalence de l'OPSQ).
 - On bascule en équivalence de formation.

32

Québec

Équivalence de formation

Office des professions du Québec

- « Formation » : pris au sens large, pour plusieurs types d'apprentissage (formations et expérience de travail).
- Au Québec et hors du Québec.
- Établir l'équivalence des compétences de la personne à celles du titulaire d'un diplôme donnant ouverture au permis.
 - Considération de l'ensemble du profil de compétence de la personne et de la combinaison des acquis de ses apprentissages de différents types.
 - Regard sur la pertinence et la mobilisation des acquis en vue de soutenir une pratique au regard de la protection du public en contexte québécois.
 - Par analyse, déduction, comparaison ou évaluation.

33

Québec

Équivalence de formation

Office des professions du Québec

- Prise en compte de « facteurs » énumérés au règlement (Art. 4, [Règlement sur les normes d'équivalence de diplôme et de formation aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec](#), chapitre C-26, r. 222.2.0001, 2023)
 1. la nature et la durée de l'expérience de travail de la personne en sexologie;
 2. les diplômes obtenus;
 3. la nature et le contenu des cours suivis de même que les résultats obtenus;
 4. la nature et le contenu des stages et des autres activités de formation effectués;
 5. le nombre total d'années de scolarité de la personne.

34

Québec

Équivalence de formation

Office des professions du Québec

- Décision
 - Équivalence totale, partielle ou refusée.
- Si équivalence partielle, établir les conditions pour l'équivalence totale (par. 2 de l'art. 8 du Règlement).
 - Prescription d'activités d'apprentissage pour combler les lacunes relevées.
 - Imposer une entrevue ou un examen,
 - En cas de doute sur un ou des éléments.
 - Adapté le plus possible à la zone de doute qui subsiste. Éviter une évaluation sur l'ensemble des compétences, car certaines sont déjà reconnues.
 - Pas d'application systématique, sinon illégalité de la mesure ([Blondeau c. Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, 2008 QCCA 1137](#)).

35

Québec

Équivalence de formation

Office des professions du Québec

- Si équivalence partielle, mais sur trop peu d'éléments, on peut refuser totalement l'équivalence.
 - Nécessite toutefois d'expliquer le raisonnement à la personne candidate (transparence).

36

Québec

Avant la décision d'équivalence

Office des professions du Québec

- En cas de doute ou d'incertitude sur certains aspects ou pour mieux cerner une lacune en vue d'une prescription.
 - Possibilité d'imposer un examen, une entrevue, un stage ou une combinaison de ceux-ci.
(3^e alinéa de l'art. 7, [Règlement sur les normes d'équivalence de diplôme et de formation aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec](#), chapitre C-26, r. 222.2.0001, 2023.)
 - Adapté le plus possible à la zone de doute ou la lacune concernée.
 - Éviter une évaluation sur l'ensemble des compétences, car certaines sont déjà reconnues.

37

Québec

Avant la décision d'équivalence

Office des professions du Québec

- Pas d'application systématique, sinon illégalité de la mesure ([Blondeau c. Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec](#), 2008 QCCA 1137)
- À distinguer des mêmes mesures imposées comme condition en vue de l'équivalence totale dans la décision définitive (par. 2 de l'art. 8 du Règlement).

38

Québec

5

Les enjeux de l'équivalence

Québec 

Enjeux de l'équivalence

Office des professions du Québec

- Documentation à obtenir, lorsque possible.
 - Diplômes et attestations.
 - Intitulé et description des cours et formations.
 - Relevé de note.
 - Expérience de travail (contexte, tâches, fréquence des activités, niveau de responsabilité).
- L'Ordre peut valider lui-même certaines informations.
 - Notamment en cas de refus ou d'impossibilité questionnables de fournir un document ou une information.

Québec 

Enjeux de l'équivalence

- Différences entre les systèmes éducatifs
 - Repère scolaire spécifié et exigé dans le règlement.
 - Comparable à un DEC, un Bac. ou une maîtrise, etc. au Québec?
 - Attention à la porosité documentée entre les ordres/niveaux d'enseignement, au Québec et ailleurs
Ex. : cours de Cegep valant cours de 1^{ère} année d'université).
 - Systèmes officiels et privés d'éducation à crédibilité variable et contre-intuitive dans certains pays.

41

Québec 

Enjeux de l'équivalence

- Différences entre les systèmes éducatifs (suite)
 - Durée/densité variable des études.
 - Notion de crédits.
 - Notation.
 - Règle de diplomation : réussite de tous les cours ou une majorité de ceux-ci ?
 - Peut entraîner qu'une personne candidate détienne un diplôme équivalent, mais n'ait pas réussi un cours de ce programme sur un sujet qui est pourtant exigé par les normes d'équivalence de diplôme au Québec (exemple documenté en France).

42

Québec 

Enjeux de l'équivalence

- Différences entre les façons de nommer, d'organiser et d'encadrer la formation et la pratique des activités professionnelles.
 - Attention aux apparences, aux étiquettes et aux conclusions hâtives.
 - Tout n'est pas unique et fondamental au Québec.
 - Ne pas surjouer l'aspect local de la profession au Québec pour se différencier et ne pas reconnaître.
 - Se concentrer sur ce qui se rapporte directement à l'intervention professionnelle ou clinique, assises de la compétence professionnelle.
 - La connaissance de plusieurs aspects de l'organisation des services, de l'administration et des ressources humaines au Québec relève de l'entrée en poste de tout nouvel employé ou associé.

Enjeux de l'équivalence

- Différences entre les façons de nommer, d'organiser et d'encadrer la formation et la pratique des activités professionnelles. (suite)
 - Tout n'est pas toujours unique à une profession, bien qu'elle se désigne distinctement.
 - La profession peut intégrer des éléments d'autres disciplines connexes ou fondamentales partagées.
 - Ex. : grands secteurs de la santé mentale ou du musculosquelettique
 - Il y a des éléments de formation et d'expérience potentiellement pertinents dans ces autres disciplines à ne pas écarter d'emblée.

Enjeux de l'équivalence

Office des professions du Québec

- Apprécier la substance puis déduire et reconnaître les acquis et les compétences.
 - En fonction des lacunes à combler décelées et des normes professionnelles (éléments de formation ou compétences).
 - Nécessité de se doter d'outils (référentiel de compétences et outils d'évaluation).
- Transparence dans la communication de la décision aux personnes candidates.
 - Analyse par rapport aux exigences.
 - Raisonnement.
 - Ex. : fournir les grilles qui consignent le résultat de l'évaluation en fonction des exigences, avec les commentaires.

45

Québec

6

Les recours pour la personne candidate : révision de la décision, commissaire et autres

Québec

Recours

Office des professions du Québec

1. Révision de la décision de l'Ordre.
 - Révision par un comité de l'Ordre.
 - Personnes autres que celles qui ont rendu la décision.
 - Comité peut modifier la décision.
 - Droit de la personne candidate d'être entendue.
 - Revoir le dossier au complet (similaire à un appel)
 - Pas uniquement à partir du dossier du comité précédent.
 - Pas uniquement si et sur des faits ou documents nouveaux.

Note : rien n'empêche un ordre de réouvrir administrativement un dossier pour corriger une erreur ou pour tenir compte de faits ou documents nouveaux.

47

Québec 

Recours

Office des professions du Québec

2. Plainte au commissaire.
 - Examen de la façon avec laquelle un ordre ou un autre acteur a traité le dossier.
 - Ne peut modifier la décision, mais peut recommander à l'ordre ou l'autre acteur de revoir le dossier du candidat ou de la candidate.
3. Tribunaux civils.
 - Jugement déclaratoire (interprétation).
 - Requête pour forcer un acteur à agir.
 - Révision judiciaire d'une décision déraisonnable.

Rem. : critères d'intervention selon le droit et la jurisprudence.

48

Québec 

7

Les exigences documentaires : nature de l'exigence et solutions de rechange

Québec 

Exigences documentaires

Office des professions du Québec

- Ne sont pas des exigences de fond
 - Règlement d'équivalence de l'OPSQ (art. 5)
 - «...doit transmettre (...) des documents qui, parmi les suivants, sont pertinents au soutien de sa demande...»
 - Si le document n'existe pas, n'est pas fourni (après rappels) ou qu'il est impossible de l'obtenir (ex : personnes réfugiées ou de pays en guerre)
 - Ne rend pas le dossier « irrecevable ».
 - N'empêche pas le dossier d'être étudié.
 - Peut toutefois affecter l'analyse et la reconnaissance qui en découle.

Québec 

Solutions de rechange aux exigences documentaires

(art. 94, 1er al., par. n et 2e al., Code)

- Lorsqu'une personne démontre
 - qu'elle est dans l'impossibilité, pour des motifs hors de son contrôle, de fournir des documents requis,
 - ou
 - que la fourniture de ces documents entraîne pour elle des difficultés excessives ;

...

51

Québec

Solutions de rechange aux exigences documentaires

(art. 94, 1er al., par. n et 2e al., Code)

...

- L'Ordre peut accepter de considérer d'autres documents ou d'autres moyens pour :
 - obtenir les renseignements devant être fournis ;
 - vérifier si les qualifications professionnelles de la personne sont équivalentes à celles qu'elle aurait acquises selon les documents qui étaient requis.

52

Québec

Solutions de rechange aux exigences documentaires

Office des professions du Québec

- Différents moyens
 - Autres documents qui donnent l'information recherchée.
 - Examen ou entrevue.
 - Validation de récit.
 - Commencement de preuves par d'autres moyens documentaires.
 - Prise d'information auprès de sources du pays d'origine ou de membres de la profession au Québec provenant du même pays.
- Voir aussi ce que le CICDI a préparé sur le sujet.
https://www.cicdi.ca/1632/obtenez_plus_d_information_sur_l_initiative_pour_l_evaluation_des_qualifications_des_personnes_refugiees.canada

53

Québec

8

L'évaluation comparative des études (MIFI et autres)

Québec

Évaluation comparative

- Une opinion d'expert, pas une décision.
 - Essentiellement sur le repère scolaire.
 - Un regard général sur l'authenticité.
 - Moins solide sur le domaine de formation.
 - Ne se prononce pas sur la qualité et la pertinence du contenu.
- Pas toujours possible de l'obtenir.
 - Ex. : diplômes hors du système officiel
- Pas toujours parlant sur l'ensemble de la formation de la personne.
 - Repère québécois identifiable.

55

Québec

Évaluation comparative

- Exigence de la fournir dans certains règlements d'équivalence.
- Exigence documentaire et non de fond.
 - Une information utile, si disponible.
 - Son absence ou un repère scolaire différent des attentes ne peuvent servir à qualifier le dossier d'« irrecevable » ou d'en retarder l'étude.
 - L'ordre demeure le seul responsable d'analyser le dossier et de se prononcer sur l'équivalence, avec l'information disponible.

56

Québec

9

Le permis restrictif temporaire : une possibilité à envisager dans la démarche d'équivalence

Québec 

Équivalence et permis restrictif temporaire (PRT), art. 42.1, *Code des professions*

Office des professions du Québec

- Pour une personne en démarche pour un permis régulier (art. 42, Code) ou spécial (art. 42.2, Code).
 - Dont une personne candidate qui reçoit une équivalence partielle et qui doit compléter des activités dans le cadre d'une prescription.
- Activités autorisées par le PRT.
 - celles qui sont requises aux fins de compléter une formation ou un stage imposé dans le cadre d'un processus visant la délivrance d'un permis (dont l'équivalence); et/ou
 - celles pour lesquelles le candidat possède les compétences (équivalence partielle) et pour travailler en attendant de compléter son profil pour le permis régulier.

Québec 

Équivalence et permis restrictif temporaire (PRT), art. 42.1, *Code des professions*

Office des professions du Québec

- Décision discrétionnaire de l'Ordre.
 - Mais à envisager dans la démarche d'équivalence, qui pourrait reconnaître partiellement des compétences.
 - Les compétences que l'on reconnaît à la personne par la décision d'équivalence peuvent-elles constituer une pratique temporaire substantielle, opportune et raisonnable selon la nature de la profession?
 - Cette pratique restreinte sera-t-elle lisible par les milieux de pratique, les employeurs et la clientèle?
- Conditions associées au PRT, dont la restriction quant aux activités.
 - Contexte, domaine d'intervention, clientèle, encadrement.
- Durée.
 - Un an, renouvelable (pas vocation à être permanent).

59

Québec

10

L'équivalence : quoi retenir

Québec

L'équivalence : quoi retenir*

- La différence est prévisible.
- Il est impossible de faire des comparaisons détaillées, étant donné que les différences sont inévitables et ne cessent de changer à travers le monde.
- On ne recherche pas l'exacte reproduction des modalités, des moyens et des processus d'apprentissage et d'évaluation en place au Québec.

*Inspiré notamment d'une présentation sur les différences substantielles par le [Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux](#) (CICDI), 2020-2021

L'équivalence : quoi retenir

- Toutes les différences ne sont pas substantielles ou pertinentes.
- Les résultats de formation (connaissances, habiletés, compétences, acquis) importent plus que le programme ou la modalité (aspect formel) qui a mené à la qualification.
- Adopter la bonne posture d'analyse et de décision :
 - Comparer et analyser en fonction d'une norme professionnelle pour reconnaître et non pour refuser.

L'équivalence : quoi retenir

- Se former, s'informer, s'outiller au mieux à l'analyse et à la décision en matière de reconnaissance des compétences et d'équivalence (apport d'experts).
- Mais, il faudra souvent recourir à son jugement pour décider d'une situation.
 - Puiser dans sa connaissance de la profession.
 - Se faire confiance individuellement et en groupe.
 - Ne pas recourir à des raccourcis qui s'appuient sur une prudence anxieuse, des jugements de valeur ou des biais.
 - Être en mesure d'expliquer son raisonnement, incluant concernant les zones d'ambiguïté d'un dossier.



Merci.

André Gariépy, avocat, F.Adm.A., ASC
Commissaire à l'admission aux professions

Téléphone : +1 (514) 864-9744

Courriel : commissaire@opq.gouv.qc.ca

Site Web : www.opq.gouv.qc.ca/commissaire